

Urgence, salaires, emplois et justice sociale

Des salariés actifs et retraités, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale.

Cette colère, la CGT la comprend et la porte au quotidien depuis plusieurs mois et au travers de nombreuses journées d'action et de grèves.

Alors que la France est en 2017 le 5^{ème} pays producteur de richesses dans le monde, le chômage, le travail précaire s'accroissent et plongent dans le désarroi de plus en plus de familles, de citoyens.

La préoccupation d'une partie grandissante de la population est de boucler les fins de mois.

Ca ne peut plus durer.

Une société qui n'offre pas de perspectives à ceux qui produisent les richesses par leur travail, ni à la jeunesse pas plus qu'aux retraités, est une société sans avenir.

Le gouvernement joue avec le feu en banalisant les revendications, en ignorant les organisations syndicales.

Cette politique lui revient en boomerang en plein visage. La responsabilité du gouvernement est énorme. Le surnom de président des riches est bien justifié. À force de tirer sur la ficelle, les premiers de cordée seront bien seuls au sommet.

Le gouvernement instrumentalise les enjeux environnementaux, alors que rien ne se fera si on ne prend pas en compte le lien unissant cause sociale et cause écologique.

La CGT, n'oppose pas les colères et les revendications qui s'expriment, tant qu'elles visent à dénoncer et combattre les politiques menées par le Président des riches et par le

patronat dans les entreprises, qui creusent les inégalités sociales, alimentent les colères, l'exaspération et qu'elles n'ouvrent pas à des replis populistes ou nationalistes.

Nous ne pouvons mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui revendiquent la fin des cotisations sociales et des impôts, cela signifierait la mort de la sécurité sociale et des services publics qui sont les garants de la justice sociale.

Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- L'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;

- La prise en charge des transports par les employeurs, des transports publics partout ;

- Une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;

- Une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune.

Ces revendications sont urgentes et légitimes.

C'est bien tous ensemble que nous pourrons infléchir la politique du Président des riches.

Par ses initiatives, sa volonté de rassemblement et d'unité, la CGT est au service des salariés, des citoyens pour un monde de progrès et de justice sociale. Elle prendra toutes les initiatives dans la période pour permettre à ceux qui luttent de s'organiser afin de gagner sur leurs justes revendications.

Le 1er décembre, dans le cadre de la 20^{ème} journée nationale de lutte contre la précarité et le chômage (créée en 1998), la CGT appelle tous les citoyens, les salariés actifs et retraités à se mobiliser pour exiger des réponses immédiates de la part du gouvernement et du patronat aux revendications des salariés, privés d'emplois et retraités.

1^{ER} décembre 2018 - RASSEMBLEMENT en Dordogne

PERIGUEUX 10h30 - Palais de justice